

« Opération Combustion », l'émission de politique-réalité qui passionne les banlieues françaises, continue de susciter les analyses abrutissantes de la presse-tapin. Ses lecteurs sont soumis à un colossal tir de barrage de tous les publicitaires de l'intégration ratée et de tout branleur qui a feuilleté un manuel de sociologie.

Une science qui a bien évolué depuis Durkheim, décidément : maintenant, elle sert surtout à traduire en termes économiques simples des questions culturelles complexes. Dernier exemple en date : « *donnez-leur des sous et ils achèteront les bagnoles qu'ils ne peuvent que brûler actuellement.* » Somme toute, c'est peut-être mieux qu'on consulte ces sous-spécialistes plutôt que de donner la parole aux émeutiers. La litanie à base de « *la société ale m'veut du mal* », surtout avec l'accent « néo-marseillais », ça a plus tendance à crispier M. Moyen qu'à l'attendrir, allez savoir pourquoi.

Cela dit, entre le discours raffiné des commentateurs et les grognements sous-développés des pyromanes, il n'y a guère qu'une différence de style.

Le message adressé à une majorité conçue comme autochtone, riche et méprisante, est exactement le même : arrêtez de faire de la peine à ces pauvres choux. Qu'elle s'exprime pour son propre compte ou en tant que mercenaire des banlieues, toute personne qui aborde le sujet promeut un seul et unique agenda politique. Son ingrédient de base ? On le rencontre depuis longtemps mais il a rarement été aussi clair que depuis trois semaines : la revendication du statut de victime comme identité culturelle.

Les mécanismes du chantage

Son principe est enfantin : il s'agit de se plaindre pour se définir collectivement. La culture et l'histoire collective sont réduites à la persécution, au statut de martyr, à la méchanceté de ceux à qui vous ne ressemblez pas. Ce discours vise à obtenir de l'attention par le biais du chantage affectif. Un militantisme identitaire dévirilisé, qu'il faut peut-être mettre en rapport avec la féminisation de la société : se réclamer de ses souffrances plutôt que de ses réalisations.

C'est une manière pratique d'affirmer son appartenance culturelle sans risquer l'accusation de racisme. On se rappelle du dénommé « Nega », rappeur genevois qui s'affirmait à la fois « *antiraciste et pro-black* ». Les Panthères Noires d'il y a quarante ans affirmaient que « *Black is beautiful* » - le nouveau slogan ressemble plutôt à « *Black is pityfull* »...

Paradoxalement, la discrimination, c'est le passe-partout médiatique qui brise toutes les serrures. Si je suis discriminé, j'ai droit à tout : aux pires débordements, aux revendications les plus hallucinantes, à l'étalage légal et complaisant de ma haine et de mon dégoût de la majorité silencieuse. Si l'exclusion, réelle ou imaginaire, est reconnue par ceux qui font l'opinion, c'est un passe-droit exceptionnel. D'où la nécessité de se poser en victime.

C'est une nouvelle virilité conquérante qui consiste à pointer son cul en direction de la cible et non plus ses poings : une faiblesse revendicatrice, un aikido militant qui tente de profiter de la « force » de l'adversaire. On déguise sa propre impuissance et sa dépendance au bon vouloir de la majorité, en un « combat pour la dignité » et pour ses « droits ».

Une logique réactionnaire

Du moment qu'on parle de « racisme institutionnel », la moindre des choses serait d'abattre les structures racistes pour pouvoir s'en affranchir complètement. Mais on est bien loin d'une telle logique révolutionnaire, puisque les discriminés demandent... d'être intégrés, « représentés », reconnus par ces mêmes structures ! Au lieu de saccager le pouvoir, les plus ambitieux demandent à être calife à la place du calife, ou plus précisément un pourcentage communautaire du califat.

Dans les faits, la majorité mollassonne demande surtout des excuses du Calife, plus de pognon et plus d'assistance sociale. La démarche n'est donc pas que féminisée, elle est aussi profondément réactionnaire. Et c'est cette réaction-là, cette réaction victimaire et ethno-misérabiliste que la gauche se fait une vocation de soutenir, maintenant qu'il n'y a plus de classe ouvrière locale à défendre. Difficile de tomber plus bas. La droite s'emploie malgré tout à battre le record de bassesse, avec un discours de « fermeté » tellement timide que, en comparaison, le Gendarme du Théâtre Guignol a presque l'air nazi.

Quant au concept de discrimination positive, il donne franchement envie de rigoler. Il n'y a rien de « positif » à reconnaître implicitement que certaines communautés sont culturellement incapables de s'en sortir toutes seules. Le terme originel d' « *Affirmative Action* » est encore plus hypocrite : on n'est pas actif quand on affirme qu'on est une victime et que, parce qu'on appartient à un groupe particulier, on est condamné à l'échec malgré tous nos efforts.

Voilà une excuse délicieuse pour ne rien foutre d'entrée de jeu, pour ne faire que se plaindre et exiger son quota de compassion, d'assistance, d'allocations. C'est aussi le meilleur moyen pour que rien ne change au niveau gouvernemental, un statu quo particulièrement apprécié de nos élites : il leur donne le temps de terminer leur mandat tout en se rapprochant des canots de sauvetage avant que le *Démocratitanic* ne coule définitivement.

Les limites de l'extorsion

Cette tactique de lobbysme pleurnichard a d'autres avantages. Elle permet de se distinguer de la masse en lui montrant la seule forme de mépris qu'elle accepte avec le sourire (« *tu m'opprimes à cause de ma couleur, enulé* »). Elle offre aussi l'excuse absolue pour ne pas assumer totalement cette différence ouvertement déclarée (« *nous sommes différents et égaux mais toi, tu me dois assistance et compassion* »).

En un mot, c'est de l'assistanat de luxe, qui légitime le rejet sur la société de tous nos échecs, toutes nos incapacités d'autogestion, toutes nos malchances, tous nos sous-développements culturels. Si quelqu'un vous refuse quoique ce soit, vous pouvez l'accuser de racisme : ce sera à lui de se justifier et même si vous n'obtenez rien dans l'immédiat, les dégâts consécutifs sur sa réputation le mettront dans une position de faiblesse très avantageuse pour la suite des négociations.

Stratégiquement, ça peut sembler une bonne idée. Les sionistes ont été des précurseurs en la matière, en réussissant à interdire tout débat sur leur compte, voire toute mention de leur existence. Mais comme d'habitude avec une bonne idée, le tout est de l'avoir avant les autres.

Dès qu'elle est copiée, elle perd toute valeur, son efficacité décroît rapidement. Le chantage au racisme et au passé colonial a donné de bons résultats pendant quelques décennies, mais son abus a fini par causer le déclin du business humanitaire, il se peut qu'il finisse par casser aussi la rentabilisation de la xénophobie. Si l'Europe « *ne peut pas accueillir toute la misère du monde* », c'est moins une question économique ou politique qu'une question culturelle et psychologique : la charité perpétuelle assèche le porte-monnaie et la charité obligatoire assèche le cœur.

Pour la plupart, nos semblables ne sont pas racistes, mais ils commencent à être fatigués qu'on le leur reproche, surtout pour obtenir leurs faveurs. L'indifférence croissante aux malheurs des minorités s'explique par cette saturation. Ce n'est pas un rejet de la différence, c'est une lassitude face à la commercialisation de la souffrance. Lasch le constatait déjà il y a dix ans dans *La révolte des élites* :

« Nous avons pitié de ceux qui souffrent, et surtout de ceux qui souffrent de manière bien visible ; mais nous réservons notre respect à ceux qui refusent d'exploiter leurs souffrances à des fins de pitié. » (p. 113)

Sans respect mutuel, il ne peut pas y avoir d'intégration d'un individu dans un groupe, ni d'un groupe dans une société. Or on ne respecte que ce qui est respectable. Le chantage affectif permet d'obtenir la peur, la soumission ou la compassion, mais pas le respect durable. Entre la majorité et les « minorités », la confiance est détruite, et ce ne sont pas les menaces, les cajoleries ou les subventions qui la rétabliront avant longtemps, très longtemps.

Indépendance des colonies, dépendance des colonisés

On nous dit que les émeutes sont des cris de désespoir, une stratégie de gens qui ne se sont pas faits entendre en parlant. Cette analyse peut sembler réaliste, mais elle suppose quelque chose de très contestable : une relation entre immigrés et nation d'accueil sur le modèle « client – fournisseur ».

Les immigrés n'ont pas reçu ce à quoi ils avaient droit, il l'exigent donc avec violence, comme on bouscule une serveuse qui ne nous apporte pas à boire – un comportement de goujat, d'assisté, de parasite à qui tout est dû, et qui n'encaisse pas un refus. Jean-Kévin veut du chocolat, maman dit non, Jean-Kévin tape du pied, maman dit oui. Les mécanismes sociaux qui ont permis l'apparition de l'Enfant-Roi sont en train de donner naissance à la Victime-Dominante : Tu me dois quelque chose parce que tu es plus fort que moi. La nuance ? Le gosse immature cassera des assiettes ou se mutilera tout seul ; le « pauvre exclu » s'en prendra directement à la population d'accueil, à la propriété privée, aux forces de l'ordre, à tout symbole de ce qui n'est pas allogène.

La mafia vous « protège » tant que vous payez ; la racaille exige d'être payée en échange de la promesse de vous agresser moins souvent. Pas sûr que l'autochtone s'en sorte à meilleur compte, mais l'élite intellectuelle a l'air de trouver le second marché très acceptable. On ne s'étonne même plus qu'elle puisse trouver ça moral, vu son amour pathologique de tout ce qui peut être déviant. Ce qui est plus surprenant, c'est qu'elle puisse encore croire qu'il n'est pas trop tard, et que quelques chèques ou mesures d'urgence pourront anesthésier une rage qui couve depuis des décennies. Une rage qui a pour origine un fait très simple, occulté par tous

les acteurs du conflit et par tous les bavards payés pour l'embellir : le fait que ces populations ne sont pas à leur place et ne le seront jamais, quoiqu'on fasse.

Les spasmes d'un régime qui crève

Le régime se débat dans tous les sens pour survivre à cette crise, mais toutes ses gesticulations le mèneront dans des impasses. On pourra parquer les « minorités » dans des ghettos sécurisés ou déclarer leurs membres Citoyens d'Honneur. On pourra les noyer sous les subventions ou les « discriminer positivement ». On pourra établir un véritable apartheid ou au contraire planifier une mixité forcée. On pourra marteler que tout le monde il-est-pareil, ou glorifier la diversité ethnique à l'Américaine. RIEN de tout cela ne diminuera le ressentiment des intégrés, ni la méfiance des intégrants.

Reprocher son impuissance à l'Etat, c'est s'indigner qu'un tétraplégique refuse de courir. Stigmatiser l'Européen pour son « racisme inconscient », c'est le pousser à le devenir de façon toujours plus assumée. Excuser systématiquement les manifestations de rejet des nouveaux venus, c'est les convaincre qu'ils pourront tout se permettre en jouant sur la mauvaise conscience des nations d'accueil.

Le processus d'intégration n'est pas « en panne » - une panne, ça se répare. C'est carrément toute l'Europe qui n'a plus aucun abri solide à proposer, ni à ses enfants légitimes, ni à ceux des autres. Il n'existe pas de solution légale, douce, civilisée à ces problèmes, parce que tout le monde attend une réaction d'instances officielles qui ne servent même plus à établir des budgets fiables et qui ne cherchent qu'à protéger leur rente de situation.

Leurs porte-parole répètent à s'en saigner la gorge que le « communautarisme » ne brisera pas l'Etat Republicain : à présent, c'est aux communautés de leur donner tort et de détruire la machine officielle qui les écrase les unes contre les autres.